Égypte/Monde arabe

27-28 | 1996
Les langues en Égypte

Langues et écritures des papiers publics dans l'Égypte ottomane

Nicolas Michel

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/1934>
DOI : 10.4000/ema.1934
ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1996
Pagination : 157-184
ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Nicolas Michel, « Langues et écritures des papiers publics dans l'Égypte ottomane », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 27-28 | 1996, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/1934> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.1934>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

Langues et écritures des papiers publics dans l'Égypte ottomane

Nicolas Michel

- 1 Conquise par le sultan Selim^{1er} en 1517, l'Égypte est restée province de l'Empire ottoman jusqu'en 1914. Néanmoins, par convention, la période dite ottomane de son histoire a été arrêtée soit à 1798, date de l'Expédition française d'Égypte, soit à l'avènement de Muhammad 'Ali Pâsâ (1805), date à laquelle l'Égypte devient autonome sous l'égide d'une dynastie d'origine albanaise. Devenue en 1517 province arabophone d'un Empire dont la capitale et les dirigeants parlaient turc, l'Égypte se trouvait dans une situation linguistique nouvelle, du moins depuis que le pays s'était arabisé.
- 2 La période ottomane livre un ensemble documentaire dont le volume dépasse de loin celui des vestiges transmis par les époques antérieures. Cependant, toutes les catégories de textes produits durant cette période n'ont pas été également préservées. Distinguons à ce propos les écrits littéraires au sens le plus large - œuvres destinées à être divulguées et recopiées -, les écrits publics (administratifs, notariés, judiciaires), enfin les écrits à caractère privé tels que correspondances, comptes, livres de raison. Les premiers ont sans doute été les mieux préservés, notamment par les soins des bibliothèques publiques. Il ne reste en revanche presque rien des écrits privés, parce qu'ils étaient pour la plupart jetés peu de temps après usage, et rares sont les fouilles archéologiques qui en ont exhumé ¹ ; de sorte que notre connaissance de la société égyptienne de ce temps provient surtout des Documents publics, remarquablement abondants. En effet l'importance de l'écrit dans les pratiques administratives, l'institution d'un service d'archives et la pérennité de l'État et de ses principaux rouages ont assuré la préservation, tant à Istanbul que dans les provinces, de vastes séries d'archives dont les plus anciennes remontent au XVI^e siècle ². Encore ces séries résultent-elles d'une volonté de conservation ; la plus grande partie des documents administratifs, correspondances, reçus fiscaux, etc., détruits après usage, a disparu définitivement. Pour l'historien de l'époque ottomane, la situation est donc inverse de celle du papyrologue, spécialiste de la documentation en grec (langue officielle en Égypte de la fin du IV^e s. av. J.-C. au début du VIII^e s. ap. J.-C.), constituée pour la plus

grande part d'écrits jetés par leurs usagers et exhumés lors des fouilles ; écrits de toutes catégories, littéraires, publics ou surtout privés, dont les proportions respectives reflètent assez sûrement l'importance relative dans la société d'alors. C'est donc faute de mieux, si je puis dire, que je m'attacherai ici aux seuls écrits publics.

- 3 Depuis 1250, l'Égypte était dirigée par des Mamelouks, élite militaire issue pour la plus grande part du Caucase, parlant turc ou, depuis la fin du XIV^e siècle, circassien, mais utilisant constamment l'arabe dans l'administration. La situation changea en 1517 lorsque le pays se trouva inclus dans un Empire multilingue dont les provinces arabophones constituaient désormais une forte minorité, éloignée de la capitale Istanbul³. Il est important de rappeler que la langue ne représentait pas, à l'époque, un facteur conscient d'identité : les turcophones ne s'appelaient jamais eux-mêmes « Turcs », terme méprisant ; « Arabes » ('Arab, 'Urbân) servait parmi les Arabophones à désigner exclusivement les populations tribales, généralement nomades, à statut particulier⁴. Il faut noter encore que les sources renseignent rarement, et seulement de manière incidente, sur les langues pratiquées ou connues par l'élite. Nos catégories, en particulier celle de langue maternelle, sont ici inopérantes ; Les enfants libres passaient leurs premières années au harem, entre des femmes d'origine variée dont la plupart ne parlaient sans doute pas, ou seulement mal, le turc ou l'arabe ; les Mamelouks avaient de même été arrachés à des familles où l'on parlait circassien, géorgien, etc. Les Grands (hauts fonctionnaires ou beys mamelouks) parlaient tous le turc et ils vivaient en permanence entourés d'esclaves et de clients dont certains leur servaient de messagers, porte-parole, scribes ou interprètes ; de sorte que toute l'élite politique vivait au sein de milieux multilingues et disposait en permanence de gens pour se faire comprendre.
- 4 La langue vernaculaire n'était nulle part officielle. Le fait est banal : dans toutes les sociétés, et à toutes les époques, écrire la langue que l'on parle n'a rien d'évident. De plus la culture et l'administration ottomanes, entrées dans leur âge classique dès avant la conquête des provinces arabes par Selim 1^{er}, s'exprimaient non pas dans une, mais dans trois langues, l'arabe littéral, le persan et l'ottoman. Leur usage respectif doit être étudié de près ; Il s'éclairera à l'examen du groupe des professionnels de l'écrit, d'où sont issus les papiers publics. La fonction de ces derniers, impliquant l'emploi de telle ou telle langue, pose elle-même la question de la place de l'écrit dans les institutions et, plus généralement, les modes de communication qui utilisaient le papier comme support. Un coup d'œil sur les écritures, révélatrices de la familiarité quant à l'acte d'écrire, permettra de mieux comprendre les aspects sociologiques de la question de la langue écrite.

Origine et formation des gens de l'écrit

- 5 Dans l'Égypte ottomane, les professionnels de l'écrit – personnes dont l'activité impliquait l'écriture – étaient très peu nombreux. Leur origine variait considérablement selon la place dans la hiérarchie et selon les fluctuations politiques. Nous pouvons distinguer trois types de recrutement : local, de personnes formées au Caire ; ne faisant carrière qu'en Égypte ; « ottoman », de personnes formées en général à Istanbul et nommées successivement dans diverses parties de l'Empire selon une rotation rapide, une ou quelques années dans chaque poste ; mamelouk, le plus souvent des esclaves achetés à l'extérieur (mais on y trouvait aussi des hommes libres), formés au Caire puis intégrés à la hiérarchie militaire et à des groupes de clientèle appelés

« maisons ». Au XVII^e et surtout au XVIII^e siècle, les Mamelouks tendirent à s'approprier un nombre croissant de postes jusque-là « ottomans ». C'est ainsi que se constitua le groupe appelé dans les textes en ottoman *Misirlilar*, « les Égyptiens », qui se posait consciemment en rival des *'Utmânilar*, « les Ottomans »⁵. Cette évolution conduisit sous 'Ali Bey al-Kabir à une première tentative d'indépendance vis-à-vis de la Porte, vite réprimée (1768-1774).

- 6 A la tête de la province se trouvait le pacha, nommé parmi les hauts fonctionnaires ottomans, en poste en Égypte pour peu de temps, sauf au XVI^e siècle, c'était à lui qu'était adressée la correspondance d'Istanbul, toujours rédigée en ottoman. Dans le gouvernement (*Divan*) du Caire, les affaires se traitaient ordinairement en turc, entre des personnes dont les unes connaissaient mal l'arabe (les fonctionnaires « ottomans ») et les autres souvent imparfaitement l'ottoman (les Mamelouks d'origine caucasienne ou autre). Le Pacha disposait, au moins au XVIII^e siècle, d'un traducteur (*turgumân*), et le *Divan* de deux, l'un pour l'arabe; l'autre pour l'ottoman⁶.
- 7 Dans l'administration centrale au Caire, les écritures étaient tenues par plusieurs dizaines de secrétaires et commis, ou *efendî-s* - « sieur » en turc, terme jadis réservé aux fonctionnaires de l'État et aux lettrés⁷. Leur corps, strictement hiérarchisé, est bien connu à la fin de la période ottomane. « La plupart parlent et écrivent la langue turque, outre celle de leur pays, qu'ils connaissent très bien. »⁸ Comme dans les autres corporations, le recrutement était héréditaire; l'apprentissage débutait dès l'enfance; on y trouvait des musulmans, des coptes et des juifs. Quelques-uns cependant venaient d'autres parties de l'Empire et, plus rarement, du milieu des gens de religion (*'ulamâ'*); au XVIII^e siècle cependant, le corps s'ouvrit au recrutement mamelouk au détriment de la qualité du travail⁹.
- 8 Dans l'Empire ottoman, le corps judiciaire était étroitement contrôlé par l'État et organisé selon une stricte hiérarchie. Tous les juges (*qâdî-s*) d'Égypte étaient nommés par leur supérieur hiérarchique à Istanbul sur recrutement « ottoman », ce qui supposait, pour les gens de religion désireux de faire carrière, d'être bien introduits auprès des plus hautes autorités judiciaires et religieuses à Istanbul¹⁰. Le juge du Caire, *qâdî 'askar*, nommé directement par le sultan sur proposition du grand mufti (*Şayhü'lislâm*) d'Istanbul, était en relations directes avec le sultan; aucun Égyptien n'accéda à ce poste avant la conquête française¹¹. Chaque juge était assisté par un ou plusieurs substituts (*na'ib*), nommés à vie et choisis par le juge, d'ordinaire parmi les *'ulamâ'* du Caire¹²; il était, de plus, éventuellement aidé par un traducteur; les juges non arabophones avaient été, certes, formés à la pratique de l'arabe littéral, langue unique d'enseignement dans les *madrassa-s* de tout l'Empire, mais ils peinaient sans doute à comprendre les dialectes parlés dans leur ressort¹³. Cependant, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle; les Mamelouks cherchèrent avec succès à « égyptianiser » le corps judiciaire et, en 1798, ne subsistaient plus que cinq juges « ottomans » en Égypte, outre le *qâdî 'askar*¹⁴.
- 9 L'administration provinciale est encore peu connue; il semble qu'au XVII^e siècle elle fut accaparée par les beys mamelouks, qui conquièrent également les principaux postes de l'administration centrale au Caire. Leurs services étaient peu nombreux. On y faisait carrière en jouant de la faveur personnelle. Du reste, les grands personnages disposaient de secrétaires particuliers, écrivant en arabe; les plus ambitieux purent ainsi accéder à des postes lucratifs. Un bon exemple, précoce d'un point de vue chronologique, est celui de 'Ali Efendî, d'origine inconnue, secrétaire particulier de

Sâlih Bey, un des principaux beys de son temps, et à partir de 1617, jusqu'en 1649 au moins, plusieurs fois secrétaire du Divan et de plusieurs corps de troupes en Égypte ; contemporain de ces années où, précisément, les beys dépouillèrent les pachas ottomans du pouvoir effectif sur l'Égypte, 'Ali Efendî s'attacha à défendre par la plume, en langue ottomane, les Misirlilar, c'est-à-dire l'élite politico-militaire ne faisant carrière qu'en Égypte ¹⁵. Au XVIII^e siècle, à mesure que les Maisons mameloukes s'ouvraient davantage à la société indigène, on y trouva aussi bien des Mamelouks que des fils de Mamelouks, des Égyptiens lettrés, scribes ou comptables. A l'échelon local enfin, l'administration s'appuyait sur des responsables villageois. Au XVIII^e siècle le *šâhid*, dépositaire du registre fiscal dans chaque village, devait savoir écrire et compter ; il était choisi par les villageois et en leur sein ¹⁶. C'était en quelque sorte l'échelon le plus bas parmi les gens de l'écrit.

- 10 En définitive, l'origine géographique de ces individus importait moins que leur type de profession et le système d'avancement dans lequel ils s'inséraient. Ce genre de distinction était étayé sur l'absence, dans l'Égypte d'alors, d'un enseignement général : au-delà de l'école primaire (*kuttâb* ou *maktab*, presque uniquement en ville), où l'on apprenait par cœur le Coran ¹⁷, il n'existait en fait de formation que professionnelle. Mais il faut ajouter que ce relatif cloisonnement n'excluait pas, de la part de certains individus, une grande curiosité intellectuelle, ni l'existence parallèle de cercles ou d'enseignements privés. Les collèges (*madrassa-s*) d'Égypte, et en particulier la mosquée al-Azhar du Caire, délivraient aux futurs gens de religion un enseignement de niveau élevé, mais exclusivement en arabe ¹⁸, et au sein duquel, à l'exception des sciences exactes, les disciplines profanes étaient prohibées. Ceux qui l'avaient suivi ne pouvaient songer à une carrière dans l'Empire ; ils peuplaient en revanche fort bien les milliers de postes de *nâ'ib-s* (substituts), *imam-s*, *hatîb-s*, muezzins, gérants de biens *waqf-s*, maîtres de collèges ou d'école primaire, répandus dans toute l'Égypte.
- 11 Certaines professions, de scribes ou de comptables (*sarrâf-s*) étaient organisées, comme nous l'avons vu, en corporations. On y apprenait tôt les usages du métier, y compris les langues administratives en vigueur. Certains *efendî-s* cependant pouvaient prétendre à une carrière « ottomane ». Ceux du Divan se sentaient d'ailleurs loyaux envers la Porte : lors de la conquête française, la plupart s'enfuirent avec le Pacha ¹⁹.
- 12 Au Caire, les Mamelouks étaient formés par les grands personnages qui les avaient achetés et on leur donnait généralement une éducation musulmane en même temps qu'un entraînement militaire ²⁰. Leur formation est du reste mal connue ²¹. On devine, par des indications éparses, qu'ils grandissaient dans un milieu turcophone, quoique peu d'entre eux fussent d'origine turque. Dans les années 1670, le voyageur Evliya Çelebi notait que les Mamelouks d'Égypte parlaient un arabe truffé de mots turcs ²² ; on s'attendrait plutôt à l'inverse. On peut penser que, comme les esclaves dans l'Antiquité classique, certains recevaient un enseignement spécifique en écritures et comptabilité, de manière à occuper plus tard des postes de responsabilité auprès des beys ²³.
- 13 Ces types de formation ne peuvent être comparés avec, ceux qui, depuis le XV^e siècle, étaient délivrés à Istanbul, dans les écoles palatines, aux *İç Oğlân* (pages, destinés aux services intérieurs du Palais et à l'administration civile) et aux '*Acemi Oğlân* (futurs Janissaires) ²⁴ : visant à former les élites de l'Empire, ils leur donnaient un très bon niveau en religion mais aussi en langues et littératures arabes, persanes et ottomanes ainsi qu'en musique. En outre, selon leurs aptitudes et leur destination ultérieure, les jeunes gens apprenaient les mathématiques, l'ingénierie, etc. ²⁵ Cet enseignement

général fondé sur le multilinguisme et sur la combinaison des disciplines religieuses (*'ulum*), profanes (*edeb*) et techniques était à la fois le produit et la source vive d'une culture impériale/requérant de la personne mise au service du sultan une connaissance globale de toutes les composantes significatives de son Empire. L'instrument qui, par excellence, véhiculait cet idéal impérial était, comme nous allons le voir, la langue ottomane elle-même ²⁶. Au cours des siècles, cette éducation s'étendit au-delà du Palais, à mesure que s'étoffait la bureaucratie ottomane : au XVIII^e siècle, le corps des scribes d'Istanbul était de fait héréditaire et l'on y accédait par apprentissage ; les couvents soufis, les medrese-s, les cercles littéraires et les nombreuses bibliothèques publiques de la capitale leur permettaient d'ailleurs de parfaire leurs connaissances ²⁷. Mais cette culture impériale ne dépassait pas encore les cercles dirigeants. Elle était peu apte à déteindre sur l'Égypte. Le tableau linguistique qui en résulte, dans cette province, paraît de ce fait plus complexe que ne le laisse suggérer sa position de province arabe d'un Empire turc.

Langues en usage

- 14 Les documents publics pouvaient être rédigés en Égypte dans les trois langues que devait maîtriser le parfait secrétaire ottoman : en turc ottoman, en persan ou en arabe. Ils ne pouvaient l'être indifféremment dans l'une ou l'autre.
- 15 L'ottoman ou osmanli est le nom par lequel on désigne la langue écrite propre à l'Empire ottoman depuis ses débuts – XIV^e siècle ²⁸ –, écrite en caractères arabes augmentés de six consonnes. On sait qu'elle a été abolie par Mustafa Kemâl Atatürk en 1928 et remplacée avec succès par le turc moderne, écrit en caractères latins et beaucoup plus proche de la langue parlée. L'ottoman était une langue composite, qui empruntait au turc, au persan et à l'arabe littéral. Elle est née dans un milieu hautement cultivé ²⁹, s'est développée grâce à un enseignement trilingue et a assuré la pérennité de la culture qu'elle portait. En soi, il paraît impossible de combiner trois langues appartenant à des familles très différentes (respectivement ouralo-altaïque pour le turc, indo-européenne pour le persan et sémitique pour l'arabe). On y était parvenu en hiérarchisant les emprunts aux unes et aux autres.
- 16 En prose ottomane, la structure syntaxique de la phrase est turque : l'ordre général des groupes de mots, les liaisons entre propositions/les verbes conjugués sont empruntés au turc. Ce cadre général admet des emprunts de vocabulaire et des inclusions de structures grammaticales secondaires du persan et de l'arabe. Un même terme apparaît souvent indifféremment dans le même texte, selon deux ou trois langues ; par exemple « la porte », *bâb* (arabe), *der* (persan) et *qapi* (turc). Tout verbe persan ou arabe peut être employé, sous forme d'un nom d'action suivi d'un auxiliaire turc conjugué. Les groupes nom + complément de nom, nom + épithète, préposition + complément peuvent être exprimés, de même, de trois manières. Dans les faits, le vocabulaire turc était en général minoritaire (plus ou moins selon le degré de culture du rédacteur), et l'est devenu de plus en plus avec le temps. Les mots arabes et persans peuvent avoir en ottoman un sens différent, ou plus restreint ou général, que dans leur langue d'origine. Le turc courant a adopté plusieurs prépositions arabes ou persanes, encore employées en turc moderne dans des expressions figées, alors que la langue turque ne connaît que des postpositions : par exemple les persans *bî-* (sans), *be-* (par). Des emprunts plus importants ont été adoptés dans la langue courante : la conjonction persane *ve* (elle-

même empruntée à l'arabe *wa-*), le relatif persan *ki* ou la conjonction persane *eger* (« si » introduisant la proposition conditionnelle). L'ottoman a manifesté une prédilection pour la *izâfet* persane (liaison nom + complément de nom ou nom + épithète), du type *Der-s Sa'âdet*, « la Porte de la Félicité », ou *Bâb-i 'âlî*, « la Sublime Porte », *Nizâm-i cedîd*, « le nouvel ordre », etc. Elle n'est cependant pas passée dans la langue parlée et n'a pas été retenue en turc moderne ³⁰.

- 17 C'était donc une langue très souple, en évolution constante comme le fut le français avant que ne s'élaborât, au XVII^e siècle, une norme académique. Elle était facile à acquérir pour un usage instrumental, ce qui n'était certainement pas le cas de l'arabe ; au-delà, pour un usage courant, c'était une autre affaire. Dans les papiers publics, l'ottoman était utilisé pour les affaires en relation avec Istanbul – la correspondance directe avec la Porte, bien sûr, et les registres de comptabilité qui pouvaient être soumis aux hauts fonctionnaires ottomans – ainsi que pour les affaires relevant des corps de troupes ottomans. Il semble que les décisions émanant du Divan du Caire et destinées à l'administration locale ou aux tribunaux, appelées *buyûruldî* (« il a été ordonné »), terme passé dans l'arabe du temps, étaient constamment rédigées en ottoman ³¹. Ces normes impliquaient l'usage de l'ottoman par des scribes qui le maîtrisaient parfois fort mal ³². Cependant, comme nous l'avons vu, des *efendi-s* d'origine incontestablement égyptienne parvenaient à le manier correctement.
- 18 Dans le détail, la frontière entre l'usage de l'ottoman et de l'arabe n'était pas toujours très claire. Au XVI^e siècle, les Ottomans cherchèrent à installer une administration relativement centralisée, notamment dans les provinces égyptiennes, et l'emploi de l'ottoman paraît avoir été alors plus répandu qu'aux deux siècles suivants. Le code de règlement fondateur de l'administration ottomane, le *Qânûnnâme-i Misir*, fut rédigé en ottoman en 931/.1524-1525 sous la direction d'Ibrâhim Pâshâ, gouverneur d'Égypte et, semble-t-il, ne fut jamais traduit en arabe. Le cadastre général de 933/1527 fut également écrit en ottoman, puisque des documents ultérieurs en arabe le désignent sous le nom de *al-tarbi' al-turkî* ³³. Cela signifie que cette opération, essentielle à la mainmise administrative du pays, fut assurée ou au moins supervisée par des fonctionnaires « ottomans ». Vers 957/1550, on compila de nouveaux registres cadastraux, relatifs principalement aux terres de statut privilégié, *milk-s*, *waqf-s* et *rizqa-s* : on usa cette fois-ci de l'arabe, sans doute parce que ce qui touchait aux *waqf-s* et aux *milk-s* était communément rédigé dans cette langue. Les marges de ces registres servirent jusqu'au début du XIX^e siècle à transcrire des informations relatives aux terres *waqf-s* et *rizqa-s* ; elles sont le plus souvent en arabe, quelquefois en ottoman, surtout dans les premières décennies du XI^e/XVII^e siècle, lorsqu'un pacha énergique fit procéder à une révision sévère des titres de ces terres. Il semble que le choix de la langue dépendait avant tout du service d'où émanait le texte recopié. Des documents par nature composites devenaient ainsi multilingues. Les registres des tribunaux, toujours en arabe, réservaient souvent leurs premières ou dernières pages à la copie d'ordres officiels : ceux qui émanaient du sultan (*awâmir sultâniyya*), du pacha, du *qâdî 'askar* étaient généralement en ottoman, et accompagnés d'une traduction ou d'un résumé en arabe ³⁴,
- 19 Le persan (*farsîdarî*) avait connu une fortune extraordinaire dans l'ensemble des territoires conquis par des turcophones. A l'époque saljûqide (XI^e-XIII^e siècles, Iran et Anatolie), les Turcs n'ayant alors pas de langue écrite s'en étaient remis, pour l'administration, à des Iraniens écrivant en arabe et, de plus en plus, en persan ³⁵. Par la

suite, le persan fut adopté comme langue administrative par les Séfévides puis les Qadjars d'Iran, mais aussi les Moghols d'Inde puis les sultanats qui leur succédèrent jusqu'au XIX^e siècle. La situation était différente à Istanbul, où la population elle-même parlait turc et avait la possibilité de l'écrire. Très prisé des cercles littéraires et soufis ottomans, le persan n'était plus employé officiellement que dans l'administration financière. Il serait plus exact de parler plutôt d'un pseudo-persan, jargon administratif commun à tous les bureaux financiers de l'Empire. Les registres consistaient en de courtes notices, phrases souvent sans verbe, employant un vocabulaire technique d'origine surtout arabe, des prépositions persanes avec l'*izâfet* persane. Par exemple: *berây defter-i muqâta'ât-i rusûm-i aqlâm-i muharrami ber vâjib-i sanat 1235 berây rûznâme*, « pour le registre des fermes des droits des bureaux sacrés, dus en l'an 1235 », pour le service financier (*rûznâme*) (voir *infra*, fac-similé) ³⁶.

- 20 Les phrases sans verbe, d'où tout élément turc paraît absent, peuvent aussi bien être tenues pour persanes que pour ottomanes. Mais on en trouve en effet d'autres qui utilisent les auxiliaires persans *bûden*, *şûden*, *dâden* et ne peuvent donc être qualifiées que de persanes ou pseudo-persanes ³⁷.
- 21 L'arabe littéral était de règle pour tous les autres documents publics, c'est-à-dire pour la grande majorité de ceux qui nous sont parvenus. C'était la langue unique des papiers judiciaires et notariés, émanant des tribunaux religieux (*mahkama-şar'iyya*), et ce bien que, comme nous l'avons vu la plupart des *qâdî*-s fussent turcophones. Tout ce qui touchait à l'enregistrement et à l'administration des *waqf*-s, que supervisaient les juges, était rédigé dans cette langue. Le choix de l'arabe s'explique ici moins pour des raisons religieuses que par souci de proximité avec les administrés, puisque dans les provinces centrales de l'Empire (Anatolie et Roumélie), les tribunaux opéraient en turc, langue parlée ou entendue de tous les musulmans. Il est raisonnable de penser que si les sultans avaient imposé l'ottoman comme seule langue reçue dans les documents notariés, nous aurions assisté à une turquisation de l'Égypte, au moins des couches supérieures de sa société : aux I^{er} et II^e siècles ap. J.-C., les Romains, en prohibant l'emploi du démotique dans les textes notariés d'Égypte, au profit exclusif du grec et (secondairement) du latin, avaient porté un coup fatal à cette écriture de la langue vernaculaire ³⁸ ; au VIII^e siècle, il en était allé de même du grec lorsque le gouverneur omeyyade eut décidé, en 87/706, de ne plus admettre les documents officiels rédigés dans cette langue. Mais précisément, ces choix linguistiques avaient accompagné dans les deux cas des bouleversements religieux radicaux : les Romains avaient cessé, dès la conquête de l'Égypte, de subventionner les temples des divinités égyptiennes, ce qui avait causé à terme leur déclin inéluctable ³⁹. Enfin, les Ottomans avaient d'autant moins de raisons d'agir ainsi qu'eux-mêmes avaient reçu une formation poussée en arabe.
- 22 Les *qâdî*-s occupèrent d'emblée une position cruciale dans l'administration provinciale. Ils étaient chargés explicitement de surveiller les actes des gouverneurs et de représenter les intérêts de la population face aux exactions des puissants ⁴⁰. Ils se trouvaient donc au relais d'une correspondance liant l'État à ses sujets les plus humbles ; il leur était indispensable, pour remplir efficacement cette tâche, d'entendre les formes les plus diverses des langues parlées et écrites. C'est pourquoi les textes émanant de leurs tribunaux ont conservé l'empreinte des usages dialectaux de leur ressort. Ces documents, d'un grand intérêt linguistique, méritent une étude détaillée.

L'arabe tel qu'on l'écrivait. Niveaux de langue et dialecte

- 23 Si les textes issus des bureaux de l'administration centrale sont souvent écrits dans une langue châtiée, il n'en va pas de même des documents issus des échelons inférieurs ni, ce qui est plus surprenant, des tribunaux : Nous y distinguons d'abord des formules très élaborées, faisant partie du bagage du rédacteur ; elles font péniblement contraste avec le reste du texte dans lequel elles sont incrustées, au vocabulaire pauvre, rempli d'incertitudes d'orthographe, d'accord, de construction. Dans ce composé de niveaux de langue manifestement influencé par l'arabe dialectal, mais aussi par l'arabe littéral tel qu'il était parlé dans les écoles ou les cercles littéraires se glissent parfois consciemment, dans les documents judiciaires, des inclusions de dialecte. En l'absence, à ce jour, d'étude globale ⁴¹ je me contenterai de signaler la richesse, pour les linguistes, de cet ensemble documentaire, et donnerai quelques indications concernant ces niveaux de langue.
- 24 Relevons d'abord des particularités communes à l'arabe écrit dans ce temps : la diphtongue â'i (ex. *qâ'il*) écrite ây, sous l'influence très ancienne de la langue parlée et plus généralement l'absence de *hamza* ; le *alif maqsura* (par ex. dans 'alâ) écrit avec deux points comme un yâ'. Certaines épithètes techniques en -i sont invariables. Dans les documents d'un niveau de langue courant apparaissent des incertitudes sur l'orthographe, principalement sur les voyelles longues. A l'état construit, le *ta' marbûta* devient régulièrement un *ta' maftûha*, ce qui était déjà signalé dans les papyrus ⁴². Les accords sont différents de la langue châtiée. Le verbe, en première position, s'accorde souvent au pluriel ⁴³ ; le duel est aussi très fréquemment au pluriel. A titre d'exemple, on trouve, dans le même texte, issu du tribunal d'Esna concernant l'achat, par deux associés, d'une part dans un bateau ⁴⁴, ces deux formules usuelles :

اشتروا كلاما من ... و ... بما لهم لانفسهم دون مال غيرهم من بايعهم
... (...) كلامتهم يتصرف في حصته (...)

- 25 *Kilâ*, normalement état construit du duel *kilani*, « l'un et l'autre de... », était utilisé systématiquement, comme ici, pour introduire l'énumération des parties, sous la forme fautive *kilâ min*, même s'il y avait plus de deux personnes ou s'il n'y en avait qu'une. Dans l'exemple, les deux accords de *kilâ*, l'un au pluriel, l'autre au singulier, s'expliquent logiquement par le sens : « tous deux » dans la première phrase, « chacun » dans la seconde. L'absence du duel, fréquente à ce niveau de langue que nous pouvons qualifier de moyen, était certainement calquée sur le dialecte qui, de nos jours, ne le connaît que pour les noms et accorde systématiquement au pluriel verbes et épithètes : ex. *qâlû l-bintên ez-zogâr*, « les deux petites filles ont dit ».
- 26 À un niveau de langue inférieur, les discordances avec l'arabe littéral se multiplient. Nous prendrons comme exemple une attestation d'arriéré d'impôt émanant d'un cheikh de village de la province de Beni Souef ⁴⁵. La calligraphie, que nous étudierons plus loin (voir texte et fac-similé pages suivantes), indique que le scribe n'était pas un familier de l'écriture.
- 27 Curieusement, l'auteur connaissait bien la langue littérale : il écrit correctement *mablâgan* au cas direct, trois lignes après le *anna* qui le gouverne. En revanche, il n'a pas songé à passer au cas direct " *tamassuk sahîh* sar'i, qui est pourtant une formule notariée.

L'auteur la connaissait, mais de tête : ce qui nous confirme que l'on prononçait de manière dialectale les textes en arabe littéral ⁴⁶. Les règles d'accord du duel sont conformes aux remarques précédentes. Mais l'orthographe est aussi déplorable que la calligraphie. On notera en particulier la

confusion du و de coordination avec le وا final de l'accompli dans اقروا شهدوا على بناحة pour اقروا واشهدوا على انفسهم ; l'oubli de plusieurs lettres (بناحة pour البهناوية ; الهساوه ; بناحية pour الجمهورية, la République. Le لا de اجبار لا est écrit comme الى à la ligne 5, et non comme le لا de بولايت à la ligne 4. Nous sommes manifestement en présence d'un individu qui connaît assez bien les règles de la langue littéraire, mais par une connaissance orale, et qui peine à l'écrire. J'y reviendrai.

- 28 Nous rencontrons l'arabe dialectal, sous sa forme nue, dans deux sortes de documents, les lettres privées et les actes de procès. Dans ces derniers, lorsque le scribe consignait les paroles des parties, il recourait fréquemment à une langue simplifiée dialectale avec quelques rappels d'arabe littéral : négation du verbe en là ou lam ⁴⁷, prépositions et pronoms d'arabe littéral (ilà plutôt que li-, etc.). Il s'interdisait les tournures trop franchement dialectales, telles que les négations en mà...s ou le pronom relatif ellī. L'orthographe était calquée sur le dialecte, ainsi que les règles d'accord (disparition complète des cas, en particulier du tanwīn -an) et la conjugaison : par exemple, dans une contestation sur une terre agricole ⁴⁸ :

« واجنا من سنة ستة واضعين يذنا عليها بعد كبارنا نزرع ونزرع
ونرهن ونخلص فيها (...) وان المدعين كان والدهم راهن طينه بجوارنا
من بحري الي حسين جوجوا »

« Pour nous, depuis l'année 6, nous l'occupons à la suite de nos aînés, en la plantant, la cultivant, l'hypothéquant et en tirant profit (...) et les deux plaignants, leur père avait engagé une terre voisine de la nôtre au Nord, à Husayn Ġūḡū. »

١٢١٥
 انه لما كان يوم الحد المبارك شهر رمضان
 اقر واشهد وعلى انفسهم وهما همد حاد
 ومصور بلكوج المشايخ بناحت كوم مطاي
 بولايت الهنساوية ان عندهم وفي حال
 ذمتهم ودمت المزارعين الى ديوان
 الجمهور الفرنساوي من غلال سنة ١٢١٣
 وسنة ١٢١٤ ميلغا وقدره الف وخمسماية
 اثنين واربعين اردب حب للمصري ونصف

تمسك صحيح سرعى من غير اكراه والى احبار
 والقدر المذكور اعلاه يقومو يدفعه المسايح
 والمزارعين في رمن الصيف سنة ١٢١٥ بسم كاتبه الفقير
 محمد حاد

انه لما كان يوم الحد المبارك ١٧ شهر رمضان سنة ١٢١٥
 اقر واشهدو على انفسهم وهما همد حاد
 ومصور بلكوج المشايخ بناحت كوم مطاي
 بولايت الهنساوية ان عندهم وفي حال
 ذمتهم ودمت المزارعين الى ديوان
 الجمهور الفرنساوي من غلال سنة ١٢١٣
 وسنة ١٢١٤ ميلغا وقدره الف وخمسماية
 اثنين واربعين اردب حب للمصري ونصف
 (...)

تمسك صحيح سرعى من غير اكراه والى احبار
 والقدر المذكور اعلاه يقومو يدفعه المسايح
 والمزارعين في رمن الصيف سنة ١٢١٥ بسم كاتبه الفقير
 محمد حاد

29 Certains documents vont plus loin, calquant leur syntaxe sur celle du dialecte, notamment par l'emploi des auxiliaires, dont la langue parlée est riche ⁴⁹. Dans l'exemple suivant ⁵⁰, le défendeur justifia sa longue occupation d'un champ :

وانا بعد كباري طلعت واضع يدي عليه مقدار ثلاثين سنة وانا
اخدمه واخذ الذي يجي فيه من البذور وغيره

- 30 « Quant à moi, à la suite de mes aînés, je me suis mis à l'occuper depuis une trentaine d'années que je le sers (ou : le travaille) et que j'y prends ce qui y vient, semences et autres ». L'emploi de *tala'a* (commencer, se mettre à) suivi d'un participe actif à valeur d'action est typiquement dialectal, ainsi que *miqdar* comme préposition, ainsi que la construction complément de temps + *hâl*, dans le sens « cela fait tant de temps que... » La fin de la phrase revient à une syntaxe classique, en dépit de la simplicité du propos.
- 31 Cette langue, à la fois dialectalisante et soutenue, ne peut être tenue pour une simple citation des paroles prononcées devant le juge. L'acte était dressé au cours du procès pour débrouiller l'affaire et en faire apparaître les éléments significatifs d'un point de vue judiciaire, non pour enregistrer fidèlement les propos des parties, que l'on imagine aisément plus verbeux ⁵¹. Au contact quotidien du dialecte épais des petites gens, les greffiers de tribunaux devaient être tentés d'écrire en dialecte, et non dans cette langue médiane. Il est vraisemblable qu'ils l'avaient acquise ailleurs, durant leurs années de formation en *madrassa* ou à al-Azhar. La citation directe dans ce type de langue était un sous-genre littéraire, que nous rencontrons systématiquement dans les textes historiques, sans d'ailleurs un grand souci de vraisemblance puisque les chroniqueurs n'hésitaient pas à faire parler en « arabe moyen », voire en pur dialecte, de grands personnages qui, dans la réalité s'exprimaient en, turc, et à donner à un émir ou un qâdile même niveau de langue qu'à un artisan. Il s'agissait, au vrai, plutôt d'une attitude linguistique que d'une langue standard, puisque chaque rédacteur triait dans le dialecte et le littéral selon ses propres critères - la langue d'un tribunal variant étonnamment d'un scribe à l'autre.
- 32 C'est dans une dernière catégorie de documents, les lettres privées, qu'apparaissent enfin les dialectalismes purs que s'interdisaient les scribes de tribunal. Nous imaginons qu'alors, comme de nos jours, les particuliers devaient être tentés d'écrire dans la langue qu'ils parlaient. Cependant, le volume documentaire est trop limité pour établir fermement ce point. Martin Hinds et Hamdi Sakkout ont publié une lettre privée écrite au dos d'un acte notarié de 1116/1704-1705 ⁵², découverte dans la citadelle d'Ibrimen Nubie :

بعد مزيد السلام عليه لا يخفاه بالله (؟) يا علي ما تبطيش
اننا لكم ورقه صحبه البرابره انك تببيع لنا سبعة
او ثمانية او عشر ارب بلع من كل بد وسبب
لان الامر محتاج قوي باله ياخي من كل بد
وسبب وارسله عنا فاننا كنا وشوشين
والحمد لله احنا اليوم طيبين واننا لنا خمسة
اشعر بطالين (...)

« Après les plus grandes salutations pour lui, qu'il sache, par Dieu (?), 'Ali,' ne tarde pas. Nous t'avons [envoyé] une lettre confiée aux Barabra, afin que tu nous vendes sept, huit ou dix *ardabb*-s de dattes de quelque manière que ce soit, parce que l'affaire presse, par Dieu, mon frère, de quelque manière que ce soit, envoie-le nous,

car nous avons eu la syphilis ; grâce à Dieu, nous Sommes à présent rétablis. Nous avons eu cinq mois sans travail...) »

C'est un court texte en dialecte, avec quelques inclusions de formules littérales, et pour le reste une absence remarquable d'inhibition devant l'emploi des formes les plus

dialectales : **نحن | احنا** pour ; le début du texte :

علي ماتبطيش « 'Alî, ne tarde pas » ; et deux fois

لان الامر محتاج قوي « parce que l'affaire presse » ⁵³. Ce

genre de documents se distingue aussi par des confusions constantes d'accord de personnes, de genre et de nombre ; par un emploi hasardeux du pronom de rappel ; par la difficulté à élaborer un style soutenu ou à construire des phrases correctes : en effet, l'arabe parlé se contente de la ponctuation naturelle de l'élocution, tandis que l'arabe écrit ignore toute ponctuation, et multiplie en compensation les conjonctions, les relatives, les *hal*-s (propositions explicatives). Les difficultés rencontrées par les rédacteurs de textes privés montrent qu'ils ne songeaient pas à écrire simplement comme ils parlaient, mais prétendaient à un niveau de langue qu'ils maîtrisaient mal, consistant le plus souvent en une *bas* dialectale dans laquelle les inclusions d'arabe littéral étaient mal assimilées. On voulait ne pas écrire en dialecte, et on ne savait pas s'exprimer en arabe littéral.

- 33 Les exemples choisis ont permis de mesurer la complexité de la situation linguistique au sein du nombre restreint des personnes qui savaient écrire. Au lieu d'une hiérarchie simple de niveaux de langue, qui conduirait par degrés du dialecte populaire à l'arabe châtié, se dégagent des expressions singulières résultant de deux facteurs non concomitants : la maîtrise de la langue littérale ; et la maîtrise de l'écriture. Une étude de cette dernière est indispensable pour comprendre les questions posées par la langue des papiers publics.

Styles d'écriture

- 34 A l'époque ottomane, la calligraphie était un art considéré, exercé par des maîtres qui signaient leurs œuvres ⁵⁴. A la différence du Maghreb où l'écriture *magribi* dominait absolument, le Proche-Orient avait développé plusieurs styles, dûment codifiés et d'emploi plus ou moins spécifique. Les écritures anguleuses monumentales (*koufique*) tendaient à disparaître ; elles sont absentes des papiers publics. Les écritures arrondies en ligne (*tulût* et *nash*), sans ligature superflue, écritures amples laissant de l'espace pour les signes diacritiques et éventuellement la vocalisation, avaient la préférence en épigraphie, dans les Corans et les œuvres littéraires calligraphiées avec soin. On les rencontre aussi sur les actes de *waqf*-s et chez certains *efendi*-s au XVI^e siècle ⁵⁵. Mais elles ne pouvaient satisfaire les fonctionnaires, désireux à la fois d'écrire vite et d'économiser le papier. Pour ce, faire ils pouvaient ; a) multiplier les ligatures ; b) supprimer drastiquement les points diacritiques ; c) adopter une disposition par diagonales descendantes successives, sous l'influence des styles persans (*ta'liq* et *nasta'liq*) ; d) à l'inverse, systématiser l'écriture en ligne horizontale tout en réduisant

les lettres à des formes très simples, Ces exigences ont conduit à l'élaboration de deux *hatt-s* propres aux papiers publics, le *diwânî* et le *siyâq* appelé en Égypte, *qirma* (« brisé » en turc). Le premier est caractéristique de la chancellerie ottomane, et ses plus beaux exemples se trouvent dans les firmans sultaniens, véritables œuvres d'art. C'est une écriture élégante, disposée en diagonales, toute en ellipses brisées et en ligatures. Elle est néanmoins rare en Égypte avant le XIX^e siècle. A l'époque de Muhammad 'Ali, une variante spécifique de *diwani* devient brusquement prépondérante dans les papiers publics rédigés en ottoman, dans le même temps où cette langue s'impose dans l'administration. Elle préfigure le *riq'a* qui s'impose par la suite ; retour à la disposition horizontale, rôle insignifiant des pleins et déliés, tendance à un style angulaire ⁵⁶. Quant au *qirma*, il était employé uniquement en ottoman ou en pseudo-persan dans les documents financiers ⁵⁷. Un coup d'œil sur un exemple quelconque suffit à en saisir les caractéristiques.

- 35 La forme des lettres est simplifiée à l'extrême, pleins et déliés perdent toute importance, de sorte qu'on peut écrire avec un calame fin ; la disposition systématique au-dessus de la ligne horizontale fait gagner beaucoup de place. Les points diacritiques disparaissent ; en revanche, la plupart des ligatures conventionnelles sont respectées ; les blancs entre les groupes de lettres sont même accentués. L'effet étrange qui en résulte mérite que nous nous y arrêtions.
- 36 La plupart des styles de *hatt* sont analytiques : chaque lettre ou plutôt chaque élément du *ductus* se détache clairement et peut être identifié par sa forme, sa position par rapport à la ligne, ses ligatures. Les majuscules, le jeu sur le format des lettres, les abréviations sont inconnus. La lecture est conçue comme un déchiffrement progressif. On peut ainsi écrire n'importe quel type de texte avec la même calligraphie. Or les papiers administratifs à usage interne obéissaient à des exigences opposées : être écrits, puis lus, très rapidement par le petit nombre des *efendî-s* familiarisés d'avance avec ce genre de contenu. Au contraire de la tendance analytique du *nash* ou du *tulût* leurs écritures étaient donc :

- synthétiques : le *diwânî* tend à lier toutes les lettres, voire les mots entre eux ; chaque mot indépendant tend à devenir un calligramme, favorisant la lecture globale. Dans le *qirma*, les groupes de lettres sont eux-mêmes simplifiés, au point d'acquiescer la forme de lettres isolées :

ainsi Image13 ou pour etc.), ou pour

etc.) ; par exemple est écrit et paraît composé de trois lettres. Les fins de mots sont abrégées ;

- idéographiques : la tendance à la lecture globale a favorisé en *qirma* la multiplication des

signes conventionnels et d'abréviations (⁵⁸), par exemple pour bey, ou

اردب
pour *ardab*, mesure employée pour les grains. Les comptables utilisaient les chiffres dits *siyâq*, en fait simplification des nombres arabes écrits

حمر اربع ليو
en toutes lettres, par exemple pour ou pour

خمس ;

- cryptiques : l'expérience courante du chercheur montre que pour l'homme cultivé d'aujourd'hui, le *dîwânî* est très difficile à lire, et le *qirma* impossible. Cette dernière écriture n'avait probablement pas été conçue pour dissimuler le sens des textes au profane, mais comme leur déchiffrement passait par un apprentissage obligé auprès des scribes qui savaient le manier, la position sociale de ces derniers était ainsi préservée.
- 37 La masse impressionnante des documents financiers rédigés en *qirma* ne doit pas faire illusion : seule une petite minorité, parmi les gens de l'écrit, utilisait l'un ou l'autre des styles calligraphiques conventionnels. Au sein même des bureaux, avoir une « belle main » était une qualité très appréciée. Sur les registres des *rizqa*-s composés à partir de 1550, plusieurs scribes ont travaillé conjointement ; l'un d'eux, qui écrivait dans un *nashi* élégant, s'est vu confier le nombre le plus important de registres et faisait peut-être figure de chef d'équipe. En dehors du monde des fonctionnaires, la calligraphie était également appréciée, mais elle se faisait plus personnelle.

- 38 J'en prendrai pour exemple les cinq signatures (voir ci-contre) apposées en marge d'un document du 17 safar 1011/6 août 1602⁵⁹. La dernière signature ressemble à un cachet chinois ; les deuxième et troisième à des calligraphies japonaises. Le trait y est libre, les intervalles entre groupes de lettres, la disposition des boucles, composent un rythme

superbement maîtrisé. Rares sont les exemples aussi probants d'une sensibilité artistique hautement personnelle.

- 39 Néanmoins, la grande majorité des personnes sachant écrire n'avaient pas de style calligraphique. Il n'y avait pas alors d'écriture courante : le *riq'a*, venu d'Istanbul, ne s'est imposé en Égypte, comme en Turquie d'ailleurs, qu'au cours du XIXe siècle. Les registres de tribunaux, sur lesquels étaient recopiés quotidiennement tous les actes en émanant, actes notariés et attendus de procès, juxtaposent des styles cursifs irréguliers, à petits caractères, généralement désagréables à lire ⁶⁰.
- 40 Beaucoup ne savaient que tracer de manière analytique de grandes lettres, et prenaient généralement soin d'indiquer les points diacritiques. Leur écriture, que j'appellerais informe, est caractéristique des personnes qui n'écrivent que de manière exceptionnelle. Un bon exemple est apporté dans le document écrit par un cheikh (chef de village) de la province de Béni Souef, dont nous avons analysé plus haut le texte (voir fac-similé) ⁶¹. Le personnage peine manifestement à former ses lettres, et son orthographe est également déficiente. Dans ce genre de documents, la pauvreté du matériel d'écriture va de pair avec le reste ; le calame est souvent médiocre, il accroche le papier ou oblige l'écrivain à tremper très souvent l'extrémité de celui-ci dans l'encrier ⁶².
- 41 La mauvaise qualité générale des écritures, publiques et privées, pose le problème de l'alphabétisme ou plus exactement de la familiarité à l'écrit, *literacy en anglais* ⁶³. En l'absence d'étude systématique ⁶⁴, je me contenterai de fournir ici quelques impressions. Peu de gens savaient écrire, parce que très peu avaient besoin de savoir écrire. C'était surtout vrai des campagnes : là, à part le personnel religieux, l'administration n'avait guère besoin, dans chaque village, que d'une personnalité officielle avec qui correspondre. Le *hawli*, chargé au XVIIIe siècle de l'arpentage qui déterminait la répartition des impôts entre les paysans, était en général analphabète ; en revanche le *šahid*, que les paysans choisissaient aussi en leur sein, tenait les registres nominaux de l'impôt et devait savoir écrire et compter ⁶⁵. L'État ne descendait pas jusqu'aux individus. La différence était notable avec l'époque gréco-romaine, où chacun devait conserver par-devers lui plusieurs catégories de reçus, de titres de propriété, etc. Par ailleurs, dans les campagnes de l'Égypte ottomane, le droit était essentiellement oral. La plupart des contrats étaient passés verbalement, devant témoins. La plupart des contestations dont nous avons gardé trace écrite se sont appuyées sur des témoignages oraux. Cette pratique était conforme aux principes du droit islamique, qui ne reconnaît à la preuve écrite qu'une valeur subsidiaire. Il semble, de plus, que les villageois ne portaient que par exception leurs litiges devant le tribunal ⁶⁶ : les instances d'arbitrage, cheikhs de village, de confréries, de tribus, étaient assez puissantes et respectées pour régler oralement l'essentiel de la vie sociale. Dans les faits, l'écrivain des papiers publics était souvent un homme de loi ou de religion ⁶⁷. Les Archives de la Guerre à Vincennes conservent 52 attestations d'arriérés d'impôts en grains, dont fait partie l'exemple reproduit plus haut, issues d'autant de villages de la province de Béni Souef au début de 1801 ⁶⁸. L'écrivain (*kâtib*) signant toujours, l'ensemble fournit un échantillon significatif. La moitié (pour 26 villages) de ces écrivains sont des *nâ'ib-s* ou substituts (12 villages, ayant recouru à 8 personnes), des *qâdî-s* (3), *hatib-s* (2) et quelques témoins qui ont précisé leur école juridique ; un certain Badawi Hamza al-Safti al-Mâlîki a ainsi rédigé les attestations pour 4 villages voisins.

- 42 Non seulement peu de gens savaient écrire, mais de plus, l'enseignement n'accordait à l'écriture qu'une place secondaire, sauf précisément pour les professionnels, secrétaires, *efendî's* ou copistes. L'école primaire (*kuttâb*, voir supra) était destinée à la mémorisation de tout ou partie du Coran ; on en sortait avec honneur quand on le savait par cœur, non quand on savait l'écrire. « Il est rare, écrivait Lane dans les années 1830, que le maître d'école enseigne à écrire, et peu d'enfants apprennent à écrire, à moins d'être destinés à un emploi qui exige absolument qu'ils le sachent » ⁶⁹. L'enseignement à la mosquée, à la *madrasa* et à al-Azhar était purement oral : le maître lisait (ou faisait lire par un assistant) un auteur de son programme et le commentait oralement ; pas d'examen, ni écrit, ni oral. Dans cette culture essentiellement religieuse, l'écrit n'était que le support de la relation verbale du maître au disciple. Les cheikhs aveugles étaient du reste particulièrement honorés. Des milliers de postes ou d'occasions rémunérées attendaient les personnes douées d'une excellente mémoire, en particulier les récitateurs du Coran et de la Tradition (*qâri'*, pl. *qura'*), extraordinairement nombreux ⁷⁰. C'est seulement au XIX^e siècle que se mit très lentement en place une structure scolaire centralisée dans laquelle l'apprentissage de l'écriture (en l'occurrence le style *riq'a* venu des bureaux d'Istanbul) était primordial ⁷¹. Nous comprenons pourquoi, jusque-là, la familiarité avec l'écriture avait fort peu dépassé le cercle étroit des professionnels, gens de plume et, en partie, gens de religion. Ainsi s'expliquent les étrangetés rencontrées plus haut : des personnes connaissant bien l'arabe littéral mais ne sachant que très médiocrement l'écrire, d'autres maniant le calame avec une main correcte, n'ayant retenu de l'arabe littéral que quelques formules, tout en étant incapables d'écrire « simplement » en dialecte.

Conclusion

- 43 Sur le plan linguistique, les maîtres de l'Égypte n'ont pas cherché à ottomaniser celle-ci. Au moment de la conquête (1517), les usages de l'ottoman étaient déjà fixés dans l'Empire. Le turc était la langue véhiculaire des milieux dirigeants en contact avec Istanbul ; l'ottoman, la langue écrite officielle, et par ailleurs la langue littéraire des populations turcophones, c'est-à-dire des musulmans des provinces centrales (Anatolie et Balkans). Comme le turc était déjà la langue véhiculaire de l'élite politique et militaire mamelouke en Égypte avant 1517, la continuité fut assurée. Le grand changement fut d'introduire l'ottoman et le persan aux échelons supérieurs de l'administration. Mais partout où prévalaient les institutions et usages sociaux locaux, les Ottomans respectèrent la langue littéraire locale, c'est-à-dire l'arabe. De ce point de vue, la situation de l'Égypte n'était pas originale ; elle était seulement particulièrement provinciale.
- 44 Il fallut attendre Muhammad 'Ali et son rêve de faire du Caire une capitale ottomane ⁷², pour consacrer l'ottoman langue officielle à tous les échelons de l'administration - mais non auprès des tribunaux, qui conservèrent tous leurs usages, ce qui excluait d'emblée une turquisation du pays. Cette ottomanisation paradoxale céda peu à peu à l'arabe, car dans le même temps, l'Égypte avait gagné définitivement son autonomie par rapport à la Porte et cessa peu à peu d'appeler des fonctionnaires d'Istanbul ou des provinces centrales.
- 45 Les Ottomans n'ont pas davantage cherché à imposer au-delà du cercle dirigeant leur conception de l'écrit, qu'ils tenaient pour l'instrument indispensable de la vie

publique. Ils ont respecté les usages d'une société qui, à la campagne surtout, reposait sur les relations personnelles et sur l'oralité et, partout, n'accordait en fait de l'autorité qu'aux hommes de religion. À côté des gens de l'administration et d'autres professionnels de l'écriture, l'écrit est donc resté cantonné à un cercle étroit, uniquement (à de rares exceptions près) arabophone, et de formation intellectuelle presque uniquement religieuse. La masse énorme des papiers publics qu'ils nous ont transmis reflète davantage leur rôle institutionnel et leur prestige social que leur compétence linguistique et scripturale, remarquablement inégale.

NOTES

1. Un seul ensemble d'archives privées - c'est-à-dire appartenant à des particuliers - d'époque ottomane a été publié à ce jour : il a été retrouvé en 1966 dans la forteresse d'Ibrim, capitale de la Nubie, et consistait en un ensemble de 250 à 300 documents rangés par liasses dans un vase. Les 122 textes survivants datent des années 1620 à 1759 et ne comprennent qu'une lettre privée en arabe, plusieurs en turc, quelques fragments littéraires en turc et en persan, le reste devant être rattaché à la catégorie des papiers publics ; actes notariés et comptabilité militaire. Ils ont été remarquablement édités par HINDS Martin et SAKKOUT Hamdi, *Arabic Documents from the Ottoman Period from Qasr Ibrîm*. Egypt Exploration Society (Texts from excavations 8), 1986, et HINDS Martin et MÉNAGE Victor, *Qasr Ibrîm in the Ottoman Period: Turkish and further Arabic Documents*, *ibid.*, n° 11, 1991.
2. Les séries les plus remarquables sont, à Istanbul, les *Mühimme Defterleri*, registres des décisions du Divan (gouvernement) conservés depuis 1553 ; au Caire, les registres de successions de militaires (*qisma 'askariyya*) depuis 1553, de successions de civils (*qisma 'arabiyya*) depuis 1562, et les registres du tribunal du Bâb al-'âli depuis 1530-1531. À titre de comparaison, les séries de registres des tribunaux d'Alep débutent en 1555 et ceux de Damas en 1583 ; cf. RAFEQ Abul-Karim, « Les Registres des tribunaux de Damas comme source pour l'histoire de la Syrie », *Bulletin d'Etudes Orientales*, 26, 1973, p. 219-226.
3. Dans les premiers recensements globaux de l'Empire, à partir de 1831, la population des provinces arabophones représente un peu plus de la moitié du total, mais les Ottomans ont alors déjà perdu une grande partie des Balkans : RAYMOND André, « Les Provinces arabes (XVI^e siècle-XVIII^e siècle) », in Robert Mantran dir, *Histoire de l'Empire ottoman*, Paris, Fayard, 1989, p. 343, faisant la synthèse de PANZAC Daniel, *La Peste dans l'Empire ottoman 1700-1850*, Louvain, Peeters (Turcica V), 1985, p. 261-278.
4. En revanche la langue servait à identifier l'autre, non pas d'ailleurs par ce que nous appelons la langue maternelle, mais par la langue véhiculaire. Les arabophones désignaient les turcophones comme *turk*, pl. *atrâk* et, de manière plus courtoise, *rûmî*, pl. *arwâm*. Le régime mamelouk qui débuta en 1250 avait été nommé par les contemporains *al-dawla al-turkiyya*, « la dynastie turque ». Quant aux turcophones, ils parlaient de *arabistân* (pays des arabophones) et des *awlad al-'arab* (natifs de ces pays). Le terme d'Égyptien (ar. *misri*, turc *misirli*) ne désignait jamais les natifs d'Égypte mais seulement, comme nous le verrons, aux XVII^e et XVIII^e siècles une partie de l'élite politico-militaire ne faisant carrière qu'en Égypte. Voir notamment WINTER Michael, « Turks, Arabs, and Mamluks in the Army of Ottoman Egypt », *Wiener Zeitschrift für die Kunde des Morgenlandes*, 72, 1980, p. 110-122.

5. La constitution de cette élite a été en particulier étudiée par PITERBERG Gabriel, « The Formation of an Ottoman Egyptian Elite in the 18th century », *International Journal of Middle East Studies*, 22, 1990, p. 275-289.
6. SHAW Stanford J., *Ottoman Egypt in the Age of the French Revolution*, Harvard UP (Harvard Middle Eastern Monographs XI), 1964, p. 75-76. En 1647, MONCONYS (de) Balthasar, *Voyage en Égypte 1646-1647*, Le Caire, Ifao (Collection des Voyageurs occidentaux en Égypte 8), 1973, p. 123, signale au Divan un seul « truchement » (turgumàn).
7. SHAW Stanford J., *op. cit.*, 1964, note 117, p. 105-106.
8. LANCRET Michel-Ange, « Mémoire sur le système d'imposition territoriale et sur l'administration des provinces de l'Égypte dans les dernières années du gouvernement des Mamelouks », *Description de l'Égypte. État moderne*, t. XI, Paris, CLF Panckoucke, 1822, p. 513.
9. SHAW Stanford J., *op. cit.*, 1964, p. 106-107.
10. EL-NAHAL Galal H., *The Judicial Administration of Ottoman Egypt in the Seventeenth Century*, Minneapolis and Chicago, Bibliotheca Islamica (Studies in Middle Eastern History 4), 1979, p. 13.
11. *Ibid.*, p. 15.
12. *Ibid.*, p. 14-16.
13. SHAW Stanford J., *The Financial and Administrative Organization and Development of Ottoman Egypt, 1517-1798*, Princeton UP, 1962, p. 58-59.
14. SHAW Stanford J., *op. cit.*, 1964, p. 99.
15. WINTER Michael, « 'Ali Efendi's 'Anatolian Campaign Book': A Defence of the Egyptian Army in the Seventeenth Century », *Turcica*, 15, 1983, p. 268-269.
16. LANCRET Michel-Ange, *op. cit.*, p. 479-480.
17. Sur l'enseignement primaire, HEYWORTH-DUNN J., *An Introduction to the History of Education in Modern Egypt*, London, Frank Cass & Co, 2e éd., 1968, p. 2-7.
18. *Ibid.*, p. 77 : au XVIIIe siècle, très peu de 'ulamà' égyptiens connaissaient le persan et le turc ; c'étaient soit des non-Égyptiens, soit des Égyptiens en relations familiales avec des turcophones ou des « Ottomans ».
19. SHAW Stanford J., *op. cit.*, 1964, p. 25 et 116.
20. GIBB H. A. R. et BOWEN Harold, *Islamic Society and the West*, vol. I. *Islamic Society in the Eighteenth Century*, part I, Oxford UP, 1950, p. 225-226. Sur le système de recrutement et l'organisation en « maisons » des Mamelouks à l'époque ottomane, voir RAYMOND André, *Le Caire des Janissaires. L'Apogée de la ville ottomane sous 'Abd al-Rahmân Katkhudâ*, Paris, CNRS éditions (Patrimoine de la Méditerranée), 1995, p. 16-20 et 27-31.
21. Voir surtout AYALON David, « Studies in Al-Jabarti I. Notes on the Transformation of Mamluk Society in Egypt under the Ottomans », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, III, 1960, p. 158-168.
22. WINTER Michael, *Egyptian Society under Ottoman Rule 1517-1798*, London & New York, Routledge (The Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies. The Shibah Institute), 1992, p. 53 et 73.
23. Exemple d'Ibrâhim Katkhudâ al-Barkâwi, mort en 1783-84, cf. al-Jabarti, cité par WINTER M., *ibid.*, p. 73-74.
24. Exposé détaillé par INALCIK Halil, « Ghulâm », *Encyclopédie de l'Islam*, 2e éd., 1, 2, p. 1111-1117.
25. GIBB H. A. R. et BOWEN H., *op. cit.*, part. II, 1957, p. 152 ; et p. 153-154 sur les conflits entre cultures profane et religieuse au XVIIIe siècle à Istanbul.
26. Synthèse claire sur la culture impériale ottomane dans FINDLEY Carter V., *Bureaucratic Reform in the Ottoman Empire. The Sublime Porte 1789-1922*, Princeton UP (Princeton Studies on the Near East), 1980, p. 8-11.
27. *Ibid.*, p. 94-97.
28. Synthèse par KRAMERSJ. H., « Turks », *Encyclopédie de l'Islam*, 1e éd., t. IV, p. 965-968.

29. La genèse de l'ottoman peut être comparée à celle du copte en Égypte aux IIIe-IVe siècles : langue égyptienne écrite en caractères grecs augmentés de lettres démotiques, et incluant un pourcentage élevé de vocabulaire grec. « Il fait peu de doute que les milieux dans lesquels le copte se développa étaient couramment bilingues et appartenaient probablement à une couche sociale cultivée » : BAGNALL Roger S., *Egypt in Late Antiquity*, Princeton UP, 1993, p. 253 ; *ibid.*, p. 238-240.
30. DENY Jean, *Grammaire de la langue turque (Dialecte Osmanli)*, Paris, Ernest Leroux (Bibliothèque de l'école des Langues orientales vivantes), 1921, notamment p. 773-775 ; et p. 156 et 782-783 sur la difficulté de distinguer quel mot était « turc », « persan » ou « arabe ». Certains mots administratifs recevaient ainsi un pluriel persan en *-an*, qui est passé dans l'arabe du temps : par exemple *Mustahfizàn* ou *'Azabàn*, deux des milices ottomanes.
31. Des originaux assez nombreux de ces *buyùrdî* se trouvent notamment insérés dans les registres des séries *al-rizaq ihbasî* et *al-rizaq gaysi* aux Archives nationales (Dâr al-watâ'iq al-qawmiyya), à Bûlâq.
32. Ainsi, au XVIIIe siècle, des papiers relatifs à la garnison d'Ibrim (Nubie) : « certains de ces textes, (rédigés en turc) macaronique, suggèrent que les secrétaires étaient contraints de recourir à l'arabe dès lors qu'il leur fallait s'écarter des formules stéréotypées », HINDS Martin et MENAGE Victor, *op. cit.*, p. 77.
33. Dans les registres de la série des *rizaq ihbâsiyya*.
34. EL-NAHAL G. H., *op. cit.*, p. 10.
35. CAHEN Claude, *La Turquie pré-ottomane*, Istanbul-Paris, Institut français d'Études anatoliennes (Varia Turcica VII), 1988, p. 328 et 356. Pour ces hommes de cour iraniens, le bilinguisme arabe/persan allait de soi, comme le grec et le latin pour les gens cultivés de la partie occidentale de l'Empire romain.
36. EL-MOUELHY Ibrahim, *Organisation et fonctionnement des Institutions ottomanes en Égypte (1517-1917)*, Imprimerie de la Société turque d'Histoire (Publications de la Société turque d'Histoire, série VII 93), 1989, p. 181-182.
37. DENYJ., *op. cit.*, p. 157.
38. BAGNALL R. S., *op. cit.*, p. 236-237.
39. *Ibid.*, p. 267-268.
40. EL-NAHAL G. H., *op. cit.*, p. 65.
41. Comparable à celle de HOPKINS S., *Studies in the Grammar of Early Arabic Based upon Papyri datable to before A.H. 300/A.D. 912*, Oxford DP (London Oriental Series 37), 1984, qui est elle-même une étude pionnière.
42. *Ibid.*, p. 44-45. De nos jours c'est une faute d'orthographe, commise spontanément par les écoliers.
43. *Ibid.*, p. 138. L'auteur n'a relevé que deux occurrences de cette construction dans les papyrus des premiers siècles de l'hégire.
44. *Hugag sar'iyya* d'Esna, carton 1, Dâr al-watâ'iq al-qawmiyya ; texte du 25 rabi' II 1152/1er août 1739. Les autres textes rédigés par le même scribe, Mânçûr Yûnus, montrent qu'il ignorait entièrement l'usage du duel. Son orthographe est par ailleurs châtiée, dans la limite des observations faites dans la présente étude. :
45. Archives du ministère de la Guerre, Vincennes, carton B6 81, d'un ensemble de textes du même type ; texte du 17 ramadan 1215/1^{er} février 1801, village de Kôm Matây.
46. Voir les remarques de HOPKINS S., *op. cit.*, p. 160-161, sur l'absence du *tanwîn -an* dans les papyrus.
47. En revanche, *laysa* est très rare dans ce genre de texte. : « Il a répondu : le cheikh Muhammad est un étranger, ce n'est ni son grand-père ni le mien », avec la négation répétée là *huwa...* *wa-lâ huwa*, typiquement dialectale, et l'orthographe étrange *واو*, *و* sans doute pour l'articulation

emphatique du *wa-là*. *Hugag sar'iyya* d'Esna, carton 2, acte rédigé par Yûsuf Sa'd, 13 ragab 1137/28 mars 1725, ligne 8.

48. *Ibid.*, carton 1, acte rédigé par le *hatib* Sulaymân Muhammad al-Saridi, 10 sa'ban 1141/11 mars 1729, dans une belle écriture très lisible ; les phrases citées ici sont aux lignes 17-19.

49. Les papyrus du VIIe-IXe siècles, étudiés par S. HOPKINS, *op. cit.*, p. 214-217, étaient pauvres en auxiliaires.

50. Voir note 47, lignes 10-12 du même texte. Les pronoms se rapportent au cheikh Muhammad, qui désigne ici - d'une manière indifférenciée très significative - soit la personne d'un saint des environs d'Edfou, soit la terre agricole, sans doute *waqf* ou *rizqa* pour l'entretien de son tombeau.

51. Comparer avec VEINSTEIN Gilles, « L'oralité dans les documents d'archives ottomans : paroles rapportées ou imaginées ? », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 75-76, 1996, p. 133-142, étude portant sur les firmans du XVIe siècle et les extraits de *hûccet* (actes dressés au tribunal) y figurant, Il estime très rares les inclusions de véritables citations de la langue parlée dans ce type de documents. Les passages en style direct, censés notamment reproduire la déclaration du plaignant, étaient destinés à apporter un surcroît d'authenticité à l'acte, mais étaient rédigés dans une langue qui « recourt, en fonction des circonstances, à tout un fonds bien établi de clichés (*ibid.*, p. 138).

52. HINDS M. et SAKKOUT H., *op. cit.*, texte n° 36 p. 74, traduction p: 22.

53. Autre exemple de l'emploi de *qawi* dans le sens dialectal de « très » qu'il a aujourd'hui : *anna hâtir anâ 'indak katir qawi* : « que nous pensons très fort à toi », *ibid.*, p. 94 et trad. p. 28, d'une lettre écrite au recto d'un acte daté du 2 gumada II 1148 = 20/21 octobre 1735

54. ALPARSLAN Ali, « Khatt », *Perse et Turquie*, E. I., 2, t. IV, p. 1154-1158, Voir en dernier lieu DÉROCHE François, « Maîtres et disciples : la transmission de la culture calligraphique dans le monde ottoman », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 75-76, 1996, p. 81-90.

55. Ainsi le principal rédacteur des registres des *rizqa-s ihbâsiyya*, voir supra note 31.

56. On trouvera un exemple de *diwâni* à l'ancienne, et deux d'écriture plus moderne, entre les p. 290 et 291, dans ALLEAUME Ghislaine, « Les sources de l'histoire économique de l'Égypte moderne aux Archives nationales du Caire », *Annales Islamologiques* XXVII, 1993 ; et de nombreux exemples dans les planches h.-t, de DENY Jean, *Sommaire des Archives turques du Caire*, Le Caire, Ifao (Société royale de géographie), 1930.

57. Voir surtout à son sujet l'article utile de EL-MOUELHY Ibrahim, « Le Qirmeh en Égypte », *Bulletin de l'Institut d'Égypte*, 29, 1948, p. 51-82 ; pour les provinces centrales de l'Empire, L. FEKETE, *Die Siyaqat-Schrift in der Türkischer Finanzverwaltung*, Budapest, Akademiai Kiado (Bibliotheca Orientalis Hungarica VII), 1955, 2 vol. Nombreux exemples fac-similés dans EL-MOUELHY, *op. cit.*, 1989.

58. Voir-les exemples donnés dans EL-MOUELHY, *op. cit.*, 1948, p. 66.

59. Registre des *rizqa-s ihbâsiyya* n° 4619, province d'Asyût. Texte original collé en début de registre.

60. Plusieurs reproductions dans MILAD Salwâ 'Ali Ibrahim, « Registres judiciaires du tribunal de la Sâlihiyya Nagmiyya. Etude des archives », *Annales Islamologiques*, XII, 1974 ; p. 161-243.

61. Voir note 45.

62. Exemples dans HINDS et SAKKOUT, *op. cit.*, pl. 5-7. La pl. 8 est un bon exemple d'écriture appliquée informe.

63. Voir les excellentes remarques de BAGNALL R. S., *op. cit.*, p. 259-260.

64. Les seuls chiffres connus concernant l'alphabétisme sont des estimations pour le Caire : JOMARD, « Description de la Ville et de la Citadelle du Kaire », *Description de l'Égypte, État moderne*, 2^e éd., t. XVIII, 2^e part., p. 337 : « Au Kaire, on prétend que le tiers des habitants mâles sait lire et écrire ; mais ce nombre est, je crois, exagéré : quant aux filles, elles n'apprennent que très-rarement. » À la campagne (plus des 9/10^e de la population totale de l'Égypte), comme nous allons le voir, au maximum quelques personnes savaient écrire dans chaque village, La plupart du

temps, les témoins d'un acte notarié ne signaient pas eux-mêmes ; leur nom, précédant la forme *sahada bi-dâlik* – « en a été témoin » – était écrit par l'écrivain (*kâtib*) de l'acte. La situation était comparable chez les musulmans des provinces centrales de l'Empire ottoman : « En 1800, l'écriture était le monopole d'un petit nombre de lettrés, de scribes, de religieux : elle conservait le caractère d'un savoir initiatique » : GEORGEON François, « Lire et écrire à la fin de l'Empire ottoman : quelques remarques introductives », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, 75-76, 1996, p. 178 ; cf. *ibid.*, p. 171.

65. LANCRET M.-A., *op. cit.*, p. 480-481.

66. CUNO Kenneth M., *The Pasha's Peasants. Land, Society and Economy in Lower Egypt, 1740-1858*, Cambridge UP (Cambridge Middle East Library 27), 1992, p. 7, à propos des registres du tribunal d'al-Mansûra (Delta) en 1740-1847. Cette attitude était beaucoup plus ordinaire chez les citadins. J'ai pu faire les mêmes constatations à propos des actes du tribunal d'Esna (Haute-Égypte) au XVIII^e siècle.

67. Comparer avec le Fayyûm à l'époque romaine, BAGNALL R. S., *op. cit.*, p. 240-243 et 255-256 : « une poignée de particuliers savaient vraisemblablement écrire couramment en grec ; des notables ne savaient même pas signer leur nom. Il semble que la *literacy* était plus étendue alors dans les campagnes qu'à l'époque ottomane, et (c'est une impression personnelle) aussi étendue en ville » : cf. *ibid.*, p. 246-247.

68. Archives du ministère de la Guerre, Vincennes, carton 86 81.

69. LANE Edward William, *Manners and Customs of the Modern Egyptians*, London, East-West Publications, reprint, 1989, p. 67.

70. HEYWORTH-DUNN J., *op. cit.*, p. 44.

71. L'Égypte suit sur ce plan, avec quelque retard, Istanbul où, en 1781, est ouverte grâce à un *waqf* sultanien la première école primaire (*mekteb*) délivrant un enseignement général : langues arabe et persane, calligraphie. Cf. GIBB et BOWEN, *op. cit.*, vol. I, part. II, p. 141 n. 2, p. 142 et n. 3. En Égypte, en 1875, on ne trouve encore que 5 000 élèves dans les écoles gouvernementales, contre 110 000 dans les *kuttâb-s* et 15 000 dans les grandes *madrâsâ-s* : DELANOUE Gilbert, *Moralistes et politiques musulmans dans l'Égypte du XIX^e siècle (1798-1881)*, Le Caire, Ifao (TAEI XV), vol. I, p. 93-94. En somme, les écoles sécularisées du XIX^e siècle reprennent la tradition des écoles palatines ottomanes, avec un contenu différent mais pour former de même les futurs serviteurs de l'État : *ibid.*, vol. II, p. 551-552.

72. Sur l'identité ottomane de Muhammad 'Ali, MARSOT Afaf Lutfi al-Sayyid, *Egypt in the Reign of Muhammad Ali*, Cambridge UP (Cambridge Middle East Library), 1984, p. 32-33, 81-82, 97, 131-132. Muhammad 'Ali lui-même ne parlait que le turc, bien qu'il eût appris l'arabe et le comprît fort bien.

INDEX

Mots-clés : archives, Empire ottoman, arabe (langue), langues, linguistique

AUTEUR

NICOLAS MICHEL

IFAO